



## PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

SECRETARIAT GENERAL AUX  
AFFAIRES DEPARTEMENTALES  
*Bureau de l'urbanisme et de l'environnement*

Installation classée pour la protection de l'environnement

### **SONITHERM** **usine d'incinération de l'Ariane à Nice**

#### **Mise en demeure**

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre I, et notamment son article L. 514-1 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activité de soins à risques infectieux ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°12831 en date du 23 décembre 2005 autorisant la SONITHERM à exploiter, 33, boulevard de l'Ariane à Nice, une usine d'incinération d'ordures ménagères ;
- VU** les arrêtés préfectoraux en date des 10 janvier 2007 et 3 juin 2008 mettant la SONITHERM en demeure de remédier à certains écarts avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2005;
- VU** la visite d'inspection de l'exploitation, effectuée par l'inspecteur des installations classées le 4 novembre 2008 afin de procéder au récolement de certaines prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 23 décembre 2005 et des arrêtés de mise en demeure susvisés ;
- VU** le rapport en date du 2 juin 2009 faisant suite à cette visite d'inspection, constatant que certains écarts qui avaient donné lieu aux arrêtés de mise en demeure des 10 janvier 2007 et 3 juin 2008 subsistent, à savoir :
  - *la cours mâchefers n'est pas maintenue propre,*
  - *l'exploitant n'a pas pu prouver qu'il élimine toujours ses mâchefers dans des installations régulièrement autorisées,*
  - *l'exploitant ne dispose pas systématiquement des documents justificatifs de l'élimination des mâchefers,*

- la teneur en COT ou la perte au feu des mâchefers n'est pas toujours inférieure à 3% du poids sec,
- les analyses de mâchefers ne sont pas toujours réalisées selon une périodicité mensuelle,
- les analyses de mâchefers ne sont pas toujours complètes,
- l'exploitant ne transmet pas trimestriellement l'état récapitulatif du traitement des déchets qu'il a produits,
- l'inspection des installations classées et le préfet n'ont pas été préalablement informés d'une modification des conditions d'élimination des mâchefers,
- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que dans le cadre de l'opération réalisée sur le site de la déchetterie de Levens, les mâchefers ont été éliminés dans des conditions respectant les modalités de la circulaire du 9 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération des résidus urbains,
- les valeurs limites d'émission ne sont pas toujours respectées pour les rejets aqueux de l'installation ;

**CONSIDERANT** que, malgré ses engagements pris en date du 28 novembre 2008, l'exploitant n'a pas réalisé toutes les mesures correctives nécessaires pour que les installations soient conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 23 décembre 2005;

**SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

## A R R E T E

### **Article 1 :**

La société SONITHERM, dont le siège social est situé 33 boulevard de l'Ariane à Nice, est mise en demeure, pour la poursuite de l'exploitation de l'usine d'incinération d'ordures ménagères située à la même adresse, de se conformer, pour toute la durée de l'exploitation de l'installation, aux dispositions antérieurement édictées selon détails et délais énoncés ci-après :

A – Arrêté préfectoral du 23 décembre 2005

	Prescription	Délai
A.1	<u>Chapitre 2.2 – chapitre 2.3 : Intégration dans le paysage et propreté</u> L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, nettoyage, ...)	15 jours

A.2	<p><u>Article 2.9.1-a : Qualité des résidus</u>  Les installations d'incinération sont exploitées de manière à atteindre un niveau d'incinération tel que la teneur en carbone organique total (COT) des cendres et mâchefers soit inférieure à 3% du poids sec de ces matériaux ou que leur perte au feu soit inférieure à 3% de ce poids sec.</p>	3 mois
A3	<p><u>Article 4.3.7 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires</u></p>	3 mois
A.4	<p><u>Chapitre 5.2 : Déchets produits par l'établissement</u>  Tous les déchets doivent être éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées. L'exploitant doit pouvoir s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.</p>	15 jours
A.5	<p><u>Chapitre 5.2 : Déchets produits par l'établissement</u>  Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination du déchet seront [...] conservés pendant toute la durée de l'exploitation. Ils seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées. [...] L'exploitant doit être en mesure de justifier de l'élimination de tous les déchets qu'il produit.</p>	15 jours
A6	<p><u>Chapitre 5.2 : déchets produits par l'établissement</u>  Un état récapitulatif de ces données doit être transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées (...)</p>	15 jours
A.7	<p><u>Article 5.3.1.1 : Détermination des caractéristiques et valorisation des mâchefers</u>  Les mâchefers produits font l'objet d'une analyse mensuelle à minima.</p>	1 mois
A.8	<p><u>Article 5.3.1.1 : Détermination des caractéristiques et valorisation des mâchefers</u>  Les mâchefers font l'objet d'une analyse [...] comportant notamment une mesure de leur taux d'imbrûlés et des analyses de potentiel polluant selon un test normalisé de lixiviation défini par la norme X 31-210 tel que précisé à l'annexe II de la circulaire du 9 mars 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération des résidus urbains. Les analyses porteront notamment sur la fraction soluble, les imbrûlés et les teneurs en métaux lourds ; elles doivent permettre de définir la filière d'élimination.</p>	1 mois
A.9	<p><u>Article 5.3.1.2 : Valorisation des mâchefers</u>  L'appartenance des mâchefers produits par un four d'incinération à l'une ou l'autre des catégories est déterminée en fonction d'une première série d'analyses (campagne initiale) [...] puis ensuite par des analyses faites à un rythme mensuel.[...]</p>	1 mois
A.10	<p><u>Article 5.3.1.2 : Valorisation des mâchefers</u>  Toute modification des conditions d'élimination de ces mâchefers devra être préalablement portée à la connaissance de l'inspection des installations classées et du préfet des Alpes-Maritimes.</p>	1 mois
A.11	<p><u>Article 5.3.1.2 : Valorisation des mâchefers</u>  L'exploitant est toujours en mesure de justifier des conditions de valorisation et d'élimination des mâchefers.</p>	1 mois

**Article 2** : Délais de réalisation

L'ensemble des dispositions, reprises à l'article 1 ci-dessus, de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2005 doit être réalisé suivant les délais mentionnés à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant.

**Article 3** :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

**Article 4** : délai et voie de recours

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 5** : le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au maire de Nice,
- au directeur de la SONITHERM,
- au chef de l'unité territoriale des Alpes-Maritimes de la DREAL, inspecteur des installations classées.

Fait à Nice, le - 3 NOV. 2009

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général  
DA01-B-2400

**Benoît BROCARD**